

Agter  
27 janvier 2015

# **Luttes agraires, distributions de terres et politiques publiques au Brésil**

Bernard Roux  
Académie d'agriculture  
[bernard.roux@agroparistech.fr](mailto:bernard.roux@agroparistech.fr)

# Le Brésil

Le Brésil, c'est :  
27 Etats fédérés  
190 millions d'habitants (2010)  
8,5 millions de km<sup>2</sup> (17 fois la Fr.)

5,9 millions km<sup>2</sup>  
de propriétés foncières  
agricoles  
5,17 millions d'exploitations

208 propriétés ayant plus de  
100 000 ha (2011)

Un pays  
leader sur les marchés mondiaux :  
soja, sucre, alcool, café,  
viande de boeuf, volailles,  
jus d'orange



# Le Brésil, 27 Etats, 5 régions

Vert : Nord  
(Amazonie)

Bleu : Nordeste

Violet : Centre Ouset

Rouge : Sud Est (Rio,  
Sao Paulo)

Jaune : Sud



# Luttes agraires, distributions de terres et politiques publiques au Brésil

## **Première partie: la question agraire :**

- histoire
- structure agraire
- luttes agraires

## **Deuxième partie : la réforme agraire à la brésilienne :**

- occupations et attributions de terres
- les lieux de la réforme agraire: les *assentamentos*
- politiques publiques d'accompagnement

## **Troisième partie : un bilan**

## Première partie

La question agraire :

- histoire
- structure agraire
- luttes agraires

## Un peu d'histoire

- Avec le **système esclavagiste** de la plantation s'est constitué une classe de grands propriétaires latifundiaires tout puissants sur leurs territoires, tournés vers l'exportation (sucre, coton, plus tard café)
- Avec **l'abolition de l'esclavage** (1888) les planteurs mettent en place des modalités de métayage dans les domaines sucriers du Nordeste (*moradores*) et caféiers du sud-est (« colons » européens); se développe ainsi une nombreuse paysannerie sans terre, dépendante des latifundia, en situation précaire
- En même temps, l'Etat fédéral a recours à **l'émigration européenne** pour peupler les terres du Sud : une petite paysannerie propriétaire est installée sur des terres de l'Etat, à côté des latifundia
- Plus tard, à partir des années trente, les **migrations internes** de paysans du Sud et du Nordeste sont encouragées pour peupler les régions de l'Ouest (Mato grosso, actuelle région du soja) et de l'Amazonie tandis que s'y développent en même temps les grandes propriétés

# Demande de réforme agraire et première phase de consolidation de l'agrobusiness moderne : les années 1960 et 1970

- Dans les années 1950 les latifundia étaient accusés de sous-utiliser la terre : la grande propriété foncière était considérée comme un obstacle au développement, ce qui provoquait une **forte demande de réforme agraire** au sein même des détenteurs du pouvoir
- La bourgeoisie foncière trouva, avec le **coup d'Etat de 1964**, un appui total chez les militaires : la réforme agraire fut mise de côté.
- Une politique publique servant la capitalisation et la modernisation des latifundia fut mise en place au cours des années 1960 et 1970 : un transfert considérable et gratuit de fonds publics au bénéfice des latifundiaires eut lieu: c'est la **“modernisation conservatrice”**

## Nouvelle étape de la consolidation de l'agrobusiness : les années 1980

- Au début des années 1980, le Brésil subit une violente crise de la dette externe. L'agrobusiness est encouragé par tous les moyens et subventions à **développer ses exportations pour apporter des devises**
- L'agrobusiness devient un puissant complexe,, s'appuyant sur un lobby parlementaire très efficace (la « **bancada ruralista** ») et qui permet l'équilibre du commerce extérieur.
- L'exploitation agricole capitaliste n'en est qu'un élément : il comprend aussi les grandes entreprises nationales et multinationales agroalimentaires de transformation et de *trading* ainsi que les industries d'amont comme Monsanto, par exemple, et les centres de recherche.
- C'est l'étape décisive de la consolidation de l'agrobusiness qui a orienté le Brésil vers les marchés mondiaux



## Augmentation du minifundisme et du nombre de paysans sans terre

- Sous différentes formes, les minifundistes et petits producteurs ont toujours existé en nombre dans le Brésil post-esclavagiste mais sont restés marginalisés dans leur majorité (métayers précaires, exploitants sans titres fonciers, très petits propriétaires)
- Lors du débat des années 1960 sur la réforme agraire, la «**petite production**» ne fut pas jugée utile au développement du pays : sa disparition devait aller de soi grâce aux mécanismes de l'économie de marché.
- Sa mise à l'écart des politiques publiques était ainsi justifiée.
- Cependant, le nombre de petites exploitation n'a cessé d'augmenter depuis plusieurs décennies

# Evolution de la structure agraire au Brésil (1940-1985)

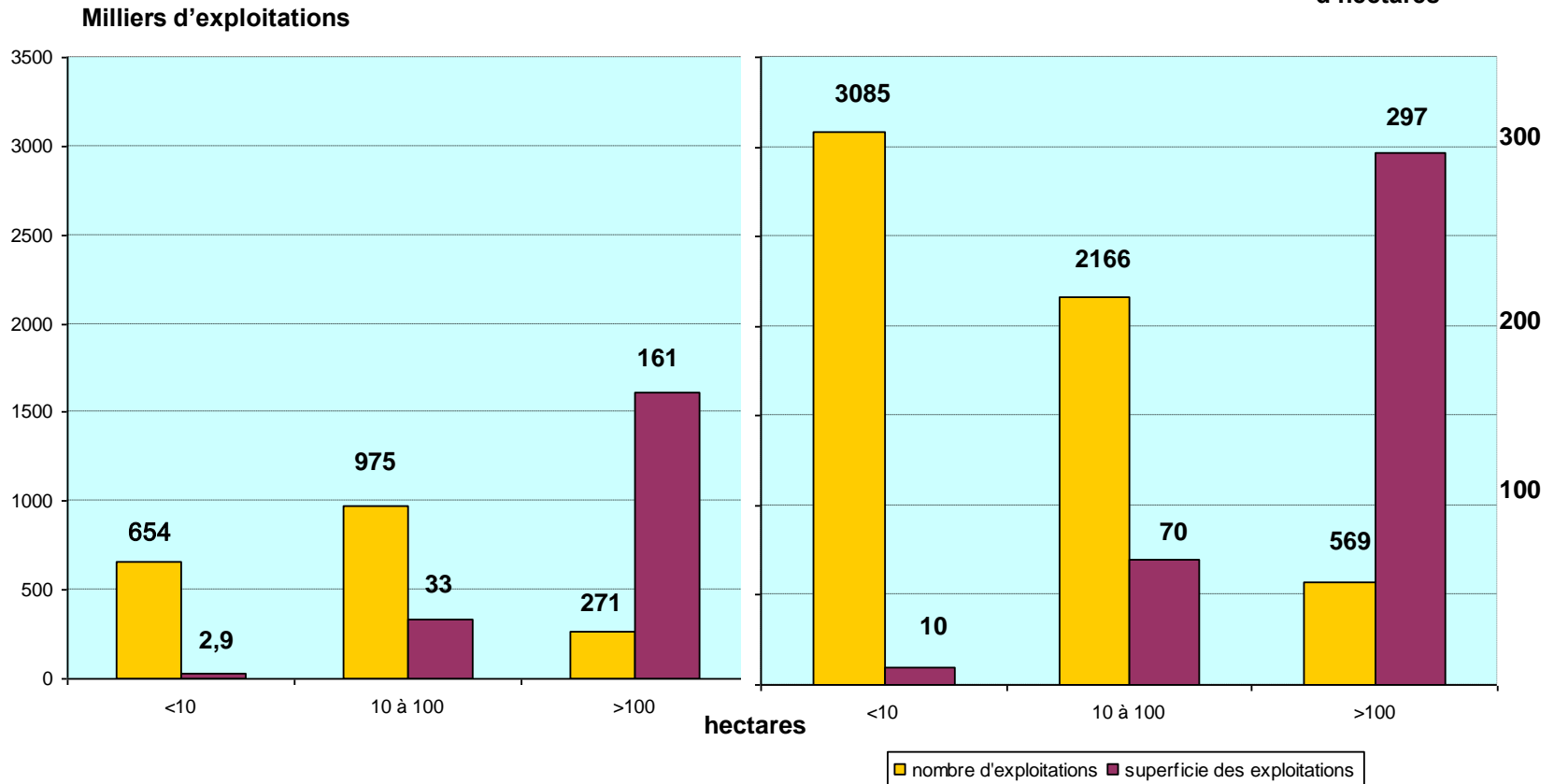
**1940**

1,9 millions d'exploitations

**1985**

5,8 millions d'exploitations

Millions d'hectares



1 904 508 exploitations  
197 720 247 hectares

5 834 779 exploitations  
376 286 577 hectares

# Luttes agraires

- La possibilité d'une **réforme agraire est inscrite dans la constitution** d'après la deuxième guerre mondiale mais refusée par l'oligarchie foncière
- La population de paysans sans terre et des petits et moyens producteurs n'a cessé d'augmenter mais, jusqu'au milieu des années 1990, **ces agriculteurs sont restés « invisibles »**, les politiques publiques qui ont servi la modernisation des latifundia les ayant ignorés
- Des luttes agraires importantes ont eu lieu dans les années 50 et jusqu'à l'arrivée des militaires : les **Ligues paysannes**, en partie organisées par le parti communiste, réclament la réforme agraire
- Le pouvoir des généraux les réprime férocement et instaure un corporatisme agricole qu'il contrôle étroitement, rejetant toute possibilité de réforme foncière jusqu'à 1985

## La « petite production » s'impose dans le champ du politique dans les années 1980

- Jusqu'à la fin du régime militaire (1984) les paysans ne purent faire entendre leurs revendications; un syndicat existait bien (Contag) mais il était la courroie de transmission du régime
- Avec la « redémocratisation » du Brésil, au milieu des années 1980, se produit l'émergence, dans le champ politique et syndical, des exploitants familiaux, minifundistes et des sans terre
- Avec la nouvelle République, les syndicats, l'Eglise, les ONG peuvent soutenir ouvertement la petite paysannerie et faire connaître son sort
- La revendication de la réforme agraire refait surface par le Mouvement des sans terre (MST), né en 1984 dans l'Etat de Rio Grande do Sul, qui renoue avec les luttes agraires
- Les syndicats paysans réclament une politique propre et l'obtiennent après plusieurs années de combat (premières mesures : programme de crédit spécifique (PRONAF) en 1996).
- Une évaluation "officielle" de l'agriculture familiale est réalisée (exploitations où le travail familial est inférieur au travail salarié) : ses résultats révèlent à la fois son ampleur et son hétérogénéité : 4 170 000 unités, nombre évalué en 2006

## Deuxième partie

La réforme agraire à la brésilienne :

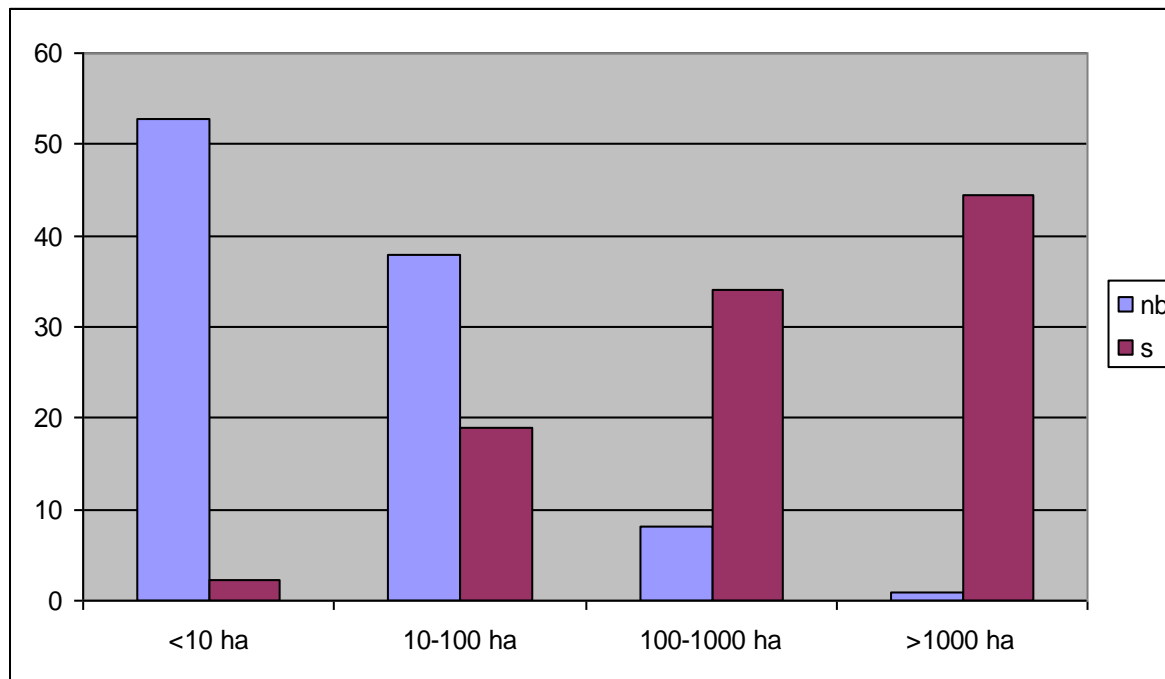
- occupations et attributions de terres
- les lieux de la réforme agraire: les *assentamentos*
- politiques publiques d'accompagnement

# Rappel : le dualisme de l'agriculture brésilienne

- Recensement 2006
  - 329 millions d'hectares (onze fois la SAU des exploitations françaises).
  - 5,175 millions d'exploitations
- Le noyau foncier de l'agrobusiness (Ministère de l'agriculture) :
  - 46 900 expl. de plus de 1000 hectares (0,9 % du total des exploitations, 44 % des terres), surface moyenne: **6875 ha**
- Les exploitations « légalement » familiales (MDA : Ministère du développement agraire) :
  - 4,17 millions d'unités, dimension moyenne: **18,4 ha**
  - soit 80,8 % du nombre total d'exploitations,
  - 24,3 % des terres,
  - 74,4% des personnes occupées dans l'agriculture,
  - 38,0 % de la production finale agricole.

# Brésil : une structure agraire extrêmement inégalitaire (2006)

	expl %	surf %
<10 ha	52,9	2,3
10-100 ha	38,0	19,0
100-1000 ha	8,2	34,2
>1000 ha	0,9	44,5
Total	100	100



# Les bases de la réforme agraire

- La demande créée par l'extrême **inégalité dans la répartition de la propriété foncière**, qui provoque la pauvreté dans la société rurale et induit la revendication de longue date d'une réforme agraire par les paysans sans terre et par la partie progressiste de la société brésilienne;
- Le **retour à la démocratie** avec la fin du régime militaire en 1985, qui a permis l'expression des revendications pour la redistribution de la terre;
- L'existence ancienne **d'une législation** permettant l'expropriation des latifundia improductifs (statut de la terre, 1964; constitution, 1985); l'existence de l'**INCRA**, administration chargée des structures agraires
- La force et l'efficacité des **organisations paysannes**, en particulier le Mouvement des sans terre (MST) et des organisations soutenant leurs revendications, telle **l'Eglise** (commission pastorale de la terre)
- Et surtout : les **occupations de terres** par les paysans sans terre (campements), qui aboutissent aux **assentamentos**
- Puis la mise en place de **politiques publiques** au bénéfice des nouveaux agriculteurs



## Bénéficiaires potentiels de la réforme agraire

- Evaluation a partir des populations d'ouvriers agricoles et minifundistes (propriétaires, métayers, occupants illégaux)
- 1984: premier Plan national de réforme agraire PNRA: 10 640 0000
- 2000 : étude IPEA (José Graziano, actuel directeur de la FAO): 6 115 000
- 2005: étude Guanzioli: 2 086 000
- 2009 : la Contag a estimé à 4, 8 millions le nombre d'ouvriers agricoles sur les 15,7 millions de personnes travaillant dans l'agriculture
- Il y a donc une importante population susceptible d'agir pour la RA

# Les actions des sans terre

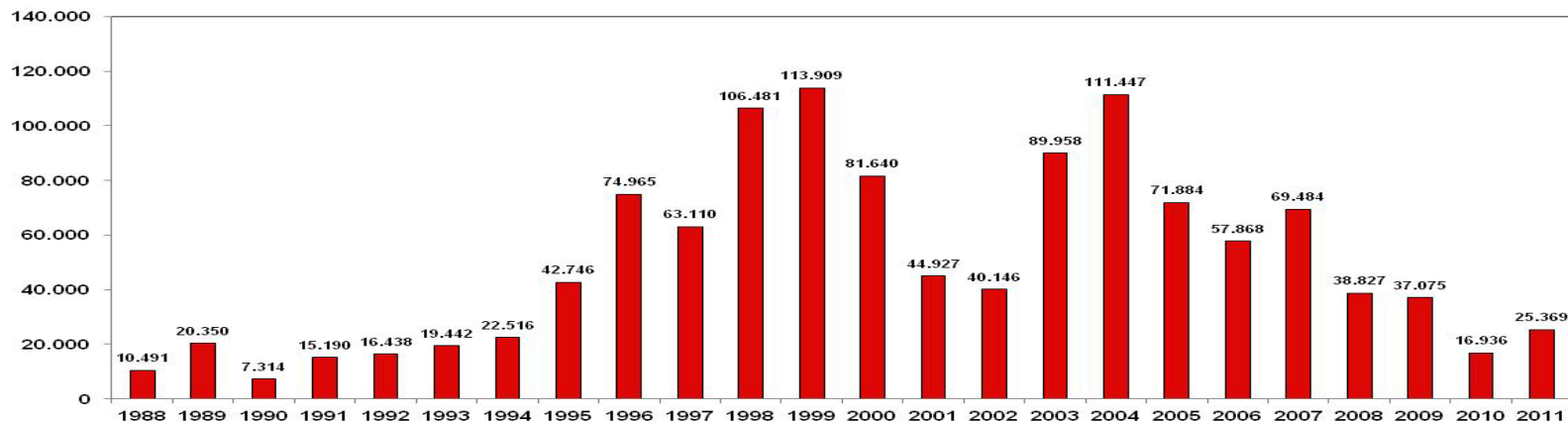
- Les occupations de domaines, motivées par des conflits fonciers, souvent liés à la sous-utilisation des latifundia, constituent la pierre angulaire de la RA
- Les conflits fonciers, parfois violents, se règlent par des voies légales interminables, par l'application des dispositions légales prévoyant la réforme agraire et aboutissent à la création des *assentamentos*
- Il s'agit d'un phénomène possible grâce au rapport de forces créé par les mouvements sociaux (MST, Syndicats) vis-à-vis de l'oligarchie foncière et du pouvoir politique
- Cette réforme agraire très partielle doit beaucoup au MST, même si, dans la revendication pour la terre, d'autres organismes ont joué et continuent de jouer un rôle important: syndicats, Eglise, ONG, etc.
- Ce processus est la source de la création du quart des exploitations familiales existant aujourd'hui
- Les occupations de grandes propriétés continuent (200 000 familles dans les campements en 2012).

## Les *assentamentos*, expression brésilienne de la réforme agraire

- Les *assentamentos* sont des ensembles d'exploitations familiales installés sur des domaines expropriés ou sur des terres publiques, le plus souvent comme conséquence de l'action des paysans sans terre sous forme d'occupation (campements)
- Les *assentamentos* ont une composante économique importante: création d'un million d'exploitations depuis les années 1980, sur une superficie totale de 83 millions d'hectares
- Ils ont aussi une notable composante sociale: insertion citoyenne de quatre millions de personnes; contribution à la réduction de la pauvreté
- Ils revêtent une importance politique : résurgence de la question de la réforme agraire; implication d'acteurs revendiquant la terre pour les paysans pauvres et les paysans sans terre ; implication de l'Etat par des politiques spécifiques au bénéfice de ces nouveaux agriculteurs

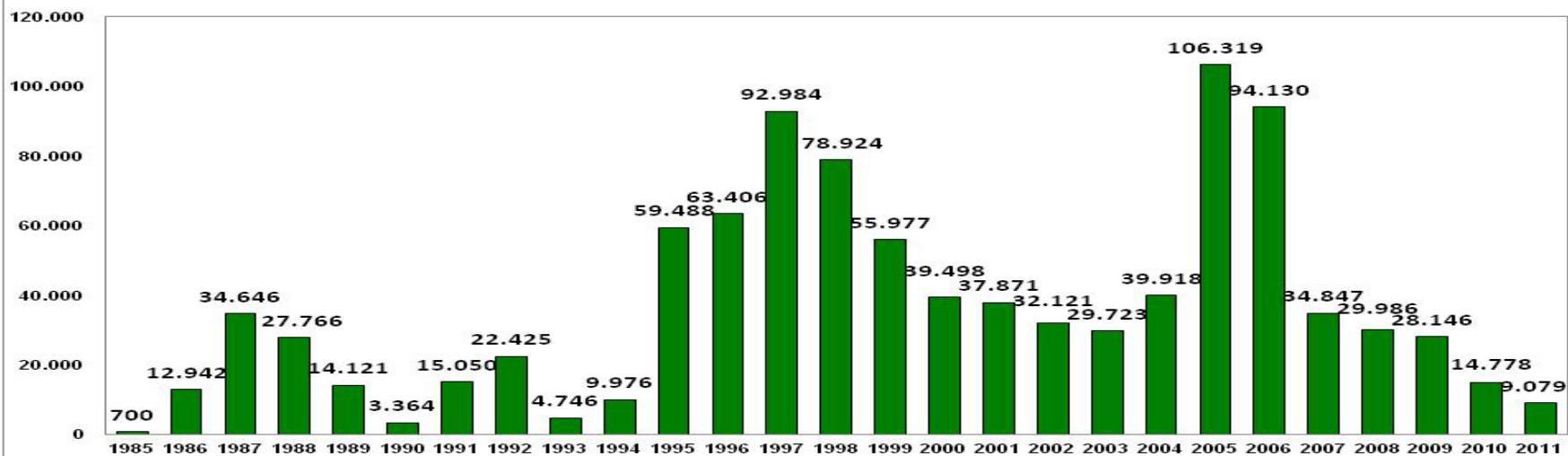
# Occupations de terres et installations d'agriculteurs 1985-2011

GRÁFICO 2 - BRASIL - NÚMERO DE FAMÍLIAS EM OCUPAÇÕES - 1988-2011



Fonte: DATALUTA - Banco de Dados da Luta pela Terra, 2012. [www.fct.unesp.br/nera](http://www.fct.unesp.br/nera)

GRÁFICO 4 - BRASIL - NÚMERO DE FAMÍLIAS ASSENTADAS - ASSENTAMENTOS CRIADOS - 1985-2011



Fonte: DATALUTA: Banco de Dados da Luta pela Terra, 2012. [www.fct.unesp.br/nera](http://www.fct.unesp.br/nera)

**Les assentamentos :**  
**nombre, familles installées, surfaces, selon les régions**  
**1979-2011**

(Source : Dataluta)

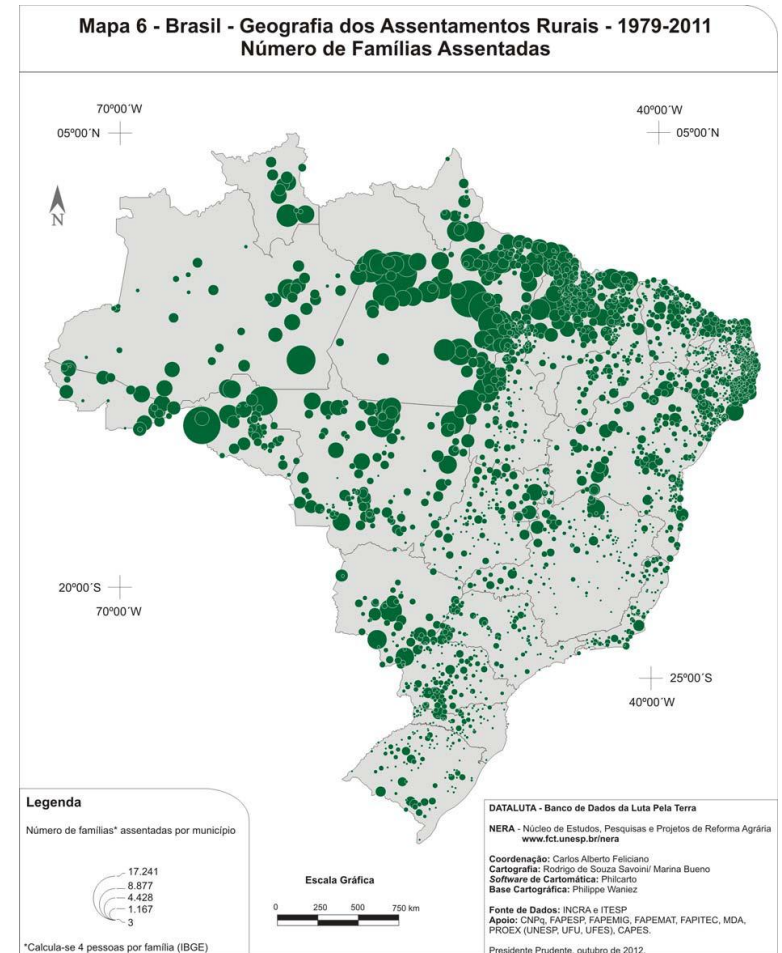
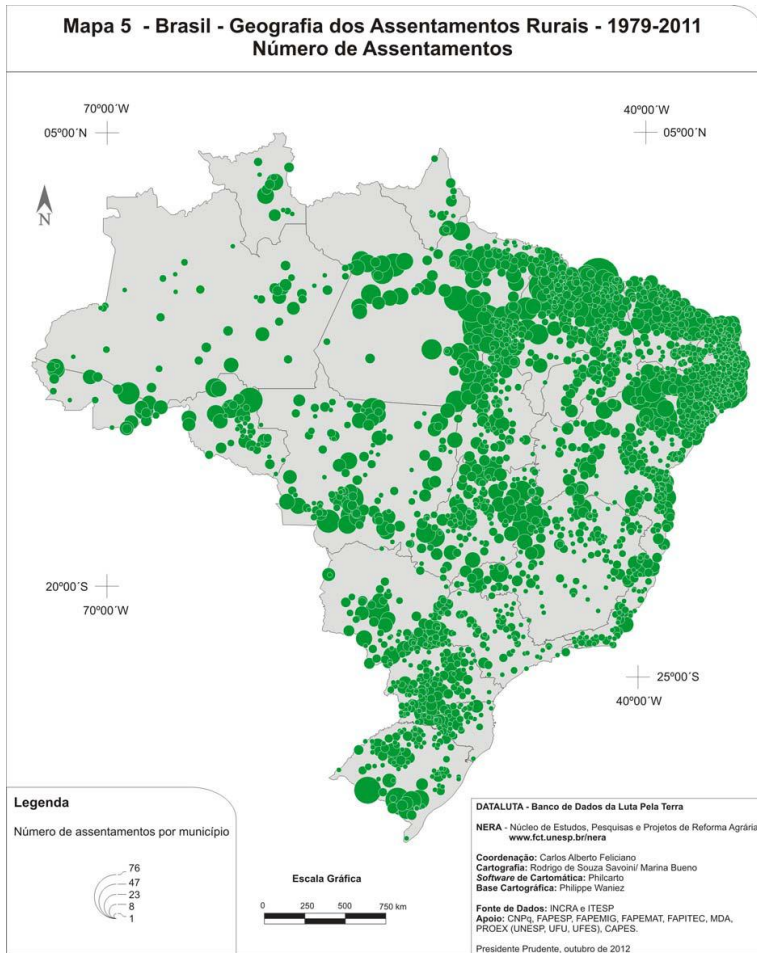
Régions	Assentamentos		Familles installées		Surfaces	
	Nombre	%	Nombre	%	Millions ha	%
Nord	2 037	22,8	453 940	43,4	62,9	75,5
Nordeste	4 097	45,8	337 707	32,3	10,3	12,3
Centre Ouest	1 208	13,5	161 335	15,4	7,9	9,4
Sud Est	798	8,9	52 035	5,0	1,5	1,7
Sud	811	9,1	40 052	3,8	0,8	1,9
<b>Brésil</b>	<b>8 951</b>	<b>100</b>	<b>1 045 069</b>	<b>100</b>	<b>83,3</b>	<b>100</b>

**Les assentamentos :**  
**surface moyenne, nb de familles, surface par famille,**  
**1979-2011**

(source : Dataluta)

Régions	Assentamentos		Surface moyenne /famille Installée ha
	Surface moyenne ha	Nb moy de familles/ <i>assentamento</i>	
Nord	30 910	223	138,7
Nordeste	2 508	82	30,4
Centre Ouest	6 511	133	48,8
Sud Est	1 819	65	27,8
Sud	998	49	20,2
<b>Brésil</b>	<b>9 313</b>	<b>116</b>	<b>79,8</b>

# Localisation géographique des assentamentos et des agriculteurs installés



## Qui sont les nouveaux agriculteurs installés dans les *assentamentos*?

Répartition des personnes de 14 ans et plus selon leurs occupations avant l'*assentamento* (1)

%

Travaux agricoles	72
dont - salariés permanents ou temporaires	25
- petits agriculteurs : fermiers, métayers, occupants	18
- mixtes (salariés et petits agriculteurs)	12
- aides familiaux	17

Occupations urbaines 8

Autres occupations : commerçants, petits propriétaires 16

Chômage 4

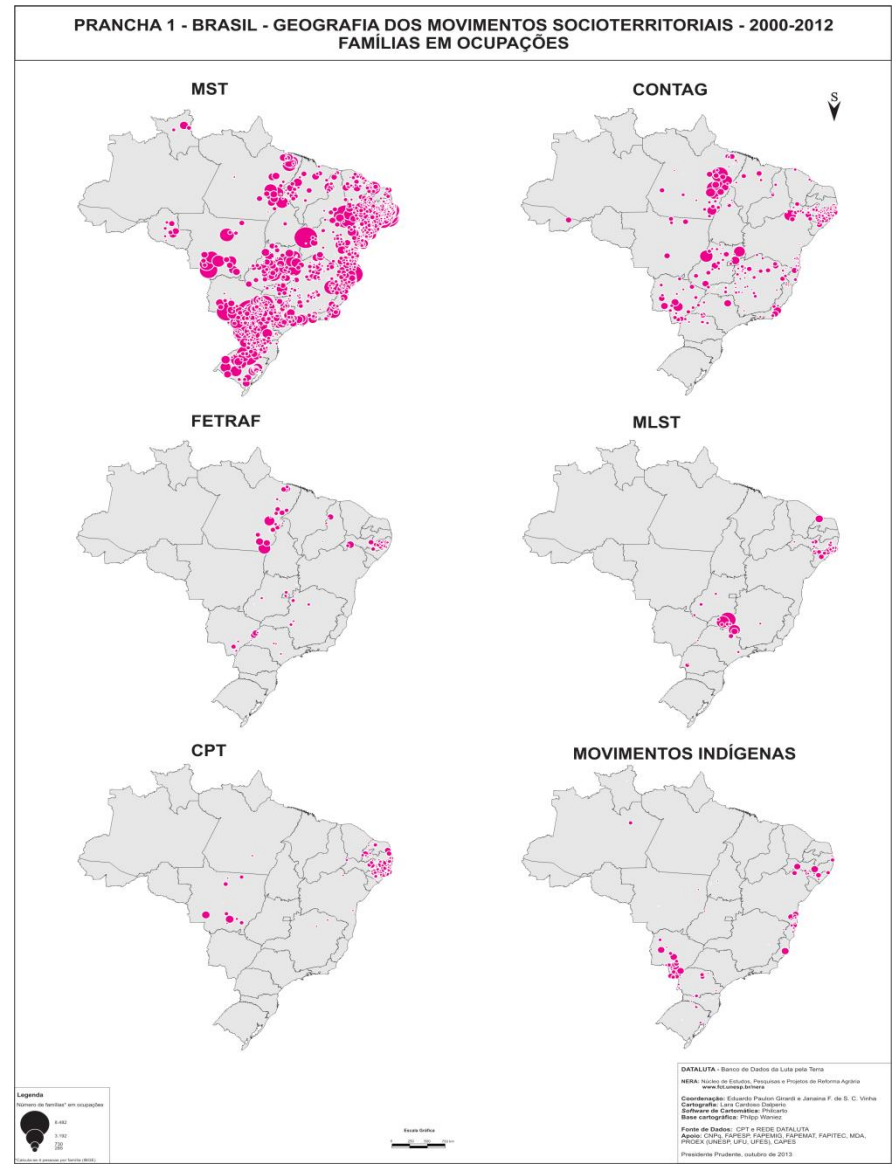
(1) Etude réalisée dans 92 *assentamentos* répartis entre 9 Etats (1568 questionnaires passés en 2000/2001) (Source : *Impactos dos assentamentos*, p 69)

Taux d'analphabétisme : 30 à 40 % selon les régions (même étude)



# Organisations sociales encadrant les *assentamentos*

- MST Mouvement des *Travailleurs ruraux Sans Terre*
- CONTAG Confédération Nationale des Travailleurs de l'Agriculture
- FETRAF Fédération des Travailleurs de l'Agriculture Familiale
- MLST Mouvement de Libération des Sans Terre
- CPT Commission Pastorale de la Terre
- Mouvements indigènes



# Les politiques publiques d'accompagnement

- Politiques spécifiques
  - Le soutien lors de l'installation
  - La création d'infrastructures
- Mesures relevant des politiques en faveur de l'agriculture familiale
  - Crédit pour la production agricole
  - La vulgarisation agricole
- Mesures relevant de politiques globales
  - En faveur de l'habitat
  - Contre la pauvreté

## Aide à l'installation

- Dans les campements de sans terre, qui peuvent durer de nombreuses années, les familles reçoivent des aliments, provenant soit de fonds publics soit de dons privés, principalement de l'Eglise
- Une fois la terre reçue, deux financements sont accordés:
  - un prêt pour construire une maison
  - un prêt pour faire face à la première campagne agricole
- Actuellement (2014) le Nouveau Crédit d'installation pour l'achat des premières nécessités, y compris l'alimentation est de 14 200 \$RS (4 700 €)
- Un programme récent d'amélioration de l'habitat (Programme Ma Maison, Ma vie), destiné aux plus pauvres brésiliens, bénéficie aux plus démunis des *assentados* : 60 000 familles en 2013; une subvention de 96 % du coût du projet est accordée

## Crédits pour la production agricole (1)

- **Première période, jusque 1999, le PROCERA** (Programme spécial de crédit pour la réforme agraire), décidé en 1987, s'adresse exclusivement aux agriculteurs des *assentamentos* :
  - crédits individuels: un crédit de campagne limité à 2000 R\$ (700 €) et en un crédit pour l'investissement de 7500 R\$ (2500 €) remboursable en 7 ans à 6,5 %, avec 2 ans de report de remboursement et 50 % d'abattement
  - crédit collectif pour les coopératives d'*assentados* aux mêmes conditions que le crédit individuel d'investissement
- Bénéficiaires du PROCERA : 80 % des *assentados* selon une enquête réalisée en 1997 :
  - crédit de campagne (2113 *assentados* enquêtés) : jamais profité : 15,9 %; une fois : 54,9 %; deux fois : 21,0 %; 5,5 % : trois fois; plus : 2,0 %.
  - crédit d'investissement ( 1964 *assentados*): jamais : 18,8 %; 50,1 % une fois; 17,7 % trois fois; 5 % plus

## Crédits pour la production agricole (2)

- **Deuxième période, depuis 1996 : le Pronaf** (Programme national de renforcement de l'agriculture familiale) :
  - décidé sous le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso, institutionnalisée en 1996, destiné aux agriculteurs familiaux (identifiés légalement);
  - dispositif fédéral, donne accès à des prêts bonifiés pour les dépenses de campagne et d'investissement;
  - prêts plafonnés mais bonifiés (modulés entre 1% et 7,25% [2010]); prêts accordés par les banques et facilités de remboursement sur la base de projets présentés par les agriculteurs et avalisés par des techniciens agricoles.
  - il s'agit de favoriser l'insertion des petits et moyens producteurs au marché et d'en augmenter la productivité.
  - de 1,2 milliards de dollars en 2003, son budget est passé à 8 milliards de dollars en 2011/2012 et a bénéficié à deux millions de familles, c'est à dire à moins de la moitié du nombre total des agriculteurs familiaux; près de 15,9 millions de contrats ont été passés depuis sa création.
- Les agriculteurs familiaux sont divisés en trois groupes : le groupe A concerne les *assentados*

## Soutien à la commercialisation

- Depuis le premier mandat de Lula (2003), plusieurs programmes publics ont été mis en route pour aider à la commercialisation des produits de l'agriculture familiale dont celle des *assentados*
- Le PAA (*Programme d'achat d'aliments*), né en 2003 au sein du Ministère du développement social et de la lutte contre la faim (MDS), **associe les agriculteurs et les consommateurs**; il consiste en l'utilisation des produits de l'agriculture familiale pour **approvisionner les restaurants et cantines des organismes publics**, hôpitaux et universités entre autres
- Le PNAE (*Programme national d'alimentation scolaire*) fait obligation aux communes d'acquérir des produits de l'agriculture familiale à hauteur de **30 % des dépenses d'alimentation pour les cantines scolaires**
- Le Plan de campagne pour “plus d'aliments” est une aide à l'investissement, une politique de renforcement du marché interne par une offre accrue d'aliments provenant de l'agriculture familiale
- Un système de **garantie de prix** le PGPAF (*Programme de garantie des prix des produits de l'agriculture familiale*) prend en compte les principaux produits du panier de la ménagère (blé, riz, haricot, maïs, manioc et lait).

## La politique de vulgarisation (PNATER)

- Il a fallu attendre 1996 pour que soit mise en place une politique spécifique de vulgarisation destinée aux *assentados* : le programme LUMIAR, financé sur le budget fédéral et réalisé par des coopératives de techniciens agricoles accréditées par le MDA
- Une enquête réalisée en 2000 sur 92 *assentamentos* a montré que 55 % d'entre eux seulement en ont bénéficié
- Le programme LUMIAR a été éteint en 2000 et la vulgarisation confiée aux institutions spécialisées des Etats et à l'INCRA
- Le gouvernement Lula décide de reconstruire un système fédéral d'assistance technique destiné aux agriculteurs familiaux (*Programme national d'assistance technique et de vulgarisation agricole*– PNATER), officialisé en 2004
- Il s'agit d'engager l'agriculture familiale, y compris celle des *assentados*, vers le développement durable et l'agroécologie
- **La vulgarisation se heurte à des difficultés majeures** : la réticence du corps des vulgarisateurs des anciennes structures, le manque de vulgarisateurs formés aux nouvelles techniques, l'éclatement de l'assistance technique entre de nombreuses entités locales, etc.

## Transferts sociaux

- L'institution de la **retraite** pour les agriculteurs, obtenue dans les années 1990, constitue une ressource monétaire fondamentale pour les agriculteurs les plus pauvres
- Le programme "**Brésil sans misère**", de lutte contre la pauvreté, créé par Dilma Rousseff, comprend trois axes :
  - le premier, dit autrefois «zéro faim» (*fome zero*), a été intégré à un programme plus vaste dit «**bourse famille**» (*bolsa familia*) qui attribue une somme mensuelle aux plus démunis ( tous secteurs confondus) contre l'engagement d'envoyer les enfants à l'école, ce dont bénéficient les agriculteurs les plus pauvres (40 € par mois par enfant), y compris beaucoup d'*assentados*.
  - le deuxième concerne le financement de petits projets productifs des agriculteurs les plus pauvres (1000 € versés en trois fois)
  - le troisième favorise l'accès aux biens et services, principalement l'eau (programme "**un million de citernes**" dans le Nordeste)



## Troisième partie : un bilan

- Il y a amélioration des conditions de vie des nouveaux agriculteurs (alimentation, revenu, citoyenneté)
- Début d'ancrage économique et mais fort endettement des *assentados*
- Insuffisance des infrastructures des *assentamentos*
- Difficile mise en valeur des terres des *assentamentos*
- Il y a un notable désistement des nouveaux agriculteurs
- L'insuffisance des moyens de l'Administration (INCRA)
- Le maintien des forces anti-réforme agraire
- Ce sont près de 25 % des exploitations familiales qui proviennent de la division de grandes propriétés.
- Mais on est loin de la réforme agraire : la domination de l'agrobusiness ne se dément pas

## Des conditions de vie améliorées

- Un nombre significatif de nouveaux agriculteurs : environ un million de familles d'*assentados*, environ quatre millions de personnes
- Grâce aux cultures réalisées par les agriculteurs (manioc, igname, haricots, maïs, fruits et légumes) et aux petits élevages, la ration alimentaire des familles s'est nettement améliorée (le degré d'autoconsommation est élevé)
- Grâce à la vente des excédents, soit aux intermédiaires, soit par vente directe, s'ajoutant à l'autoconsommation, le niveau de revenu est meilleur que celui obtenu avant l'entrée dans l'*assentamento* (bien qu'il y ait de fortes disparités), généralement supérieur au salaire minimum (240 € [1430 € en France])
- L'accession stable à l'usage de la terre donne un statut social aux *assentados* qu'ils n'avaient pas jusqu'alors et qui en fait des citoyens à part entière

# Un début d'ancrage économique; un fort endettement

- Les *assentados* s'insèrent sur le marché des produits de base alimentaires
- Ils s'organisent en associations ou coopératives pour la commercialisation, la transformation ou l'approvisionnement en facteurs de production
- Les *assentamentos* ont un impact favorable sur l'économie locale
- Pour le crédit, ils bénéficient insuffisamment du Pronaf qui va surtout aux gros agriculteurs familiaux du Sud
- Leur endettement est généralement très élevé, ce qui est une des causes de l'impossibilité de contracter de nouveaux emprunts
- Devant cet endettement auquel ils s'avèrent incapables de faire face, les *assentados* ont bénéficié en 2014 d'un effacement de leurs dettes anciennes vis-à-vis du Proceca dans la limite de 10 000 \$RS (3 300 €)
- Même disposition pour les dettes relatives à des prêts concédés pour la construction des maisons et pour l'achat de facteurs de production, postérieurement au Proceca (1999), dans les mêmes limites
- Le reste des dettes bénéficie d'une remise de 80 % et d'une actualisation au taux annuel de 0,5 %

# L'insuffisance des infrastructures

- Les *assentamentos* sont implantés sur des zones dépourvues d'infrastructures
- Il faut donc créer de toute pièce les équipements nécessaires à la vie des familles : écoles, postes sanitaires, routes
- Les moyens mis en œuvre étant faibles au regard des besoins, la majorité des *assentamentos* sont insuffisamment dotés, ce qui complique la vie des *assentados*

## La difficile mise en valeur

- Généralement, les terres des *assentamentos* ne sont pas favorables à l'agriculture (les terres expropriées sont des terres marginales)
- La **médiocre fertilité** limite les rendements
- La **topographie** ne facilite pas la mécanisation
- L'**éloignement** des centres de consommation (parfois jusqu'à 90 km) complique la **commercialisation**
- L'**éloignement** des **centres administratifs** rend difficile la vie quotidienne

## Le notable désistement des agriculteurs

Pendant la période 1985-2010, en raison des difficultés d'installation, de l'insuffisance des revenus, du manque d'infrastructure, de l'insuffisant encadrement, **près du quart des nouveaux agriculteurs a quitté les *assentamentos***

<i>Assentamentos</i> créés	8 641
Familles installées lors de la création des <i>assentamentos</i>	918 781
Familles installées dans des <i>assentamentos</i> créés dans les périodes précédentes	319 721
Total des familles installées	1 238 502
Familles présentes dans les <i>assentamentos</i> au 31/12/2010	920 412
<b>Taux de persistance (%)</b>	<b>74,3</b>

# L'insuffisance des moyens de l'INCRA

- L'INCRA est l'organisme du MDA (Ministère du développement agricole) **chargé des assentamentos**. Il est chargé de faciliter la résolution des **conflits fonciers**, notamment les occupations de domaines
- Il est chargé de la gestion des **expropriations**, après qu'elles ont été décidées par la justice : évaluation de la valeur des terres (souvent favorable aux propriétaires), indemnisation monétaire et sous forme de bons du trésor
- Il est chargé de faciliter les **installations** des nouveaux agriculteurs et de leur apporter une assistance technique
- Il est sous la **pression des sans terre** qui réclament plus d'expropriations et plus de moyens accordés aux *assentados*: fréquentes occupations des délégations régionales
- Ses **moyens financiers et en hommes sont insuffisants** à tous les niveaux : pas assez de moyens financiers pour les expropriations, insuffisance des moyens humains (outre certaines réticences dues aux liens des fonctionnaires avec les propriétaires fonciers)

# Le maintien des forces anti-réforme agraire

- Les grands propriétaires fonciers sont totalement **opposés à la réforme agraire**; quand il y a expropriations, ils s'y opposent par tous les moyens juridiques possibles, même si les indemnisations sont conformes au marché foncier
- Leur considérable poids économique et donc politique est structuré au sein des entreprises de **l'agrobusiness brésilien**
- Leur courroie de transmission politique est la « **Bancada ruralista** », constituée des députés favorables à l'agrobusiness; d'après les résultats des dernières élections d'octobre 2014, ces députés sont majoritaires au parlement
- Leurs **relais médiatiques** sont importants dans la presse écrite et à la télévision
- Ces médias **dénigrent en permanence les assentados** et leurs organisations : supposée incapacité technique et économique, supposées malversations et fraudes sur les deniers publics (il existe des cas de corruption avérée), etc



Katia Abreu, nouvelle ministre de l'agriculture, ancienne présidente de la Confédération nationale de l'agriculture (grands propriétaires), proche de Dilma Rousseff



# On est loin de la réforme agraire

- Une réforme agraire véritable supposerait une altération significative de la structure foncière, or on constate un **renforcement de la concentration de la propriété** (diapo suivante)
- Il n'existe pas de rapport de force politique favorable à la réforme agraire véritable
- La mise en place des *assentamentos* se fait au coup par coup, en fonction de la résolution de conflits fonciers localisés
- Les plans de réforme agraire de 1985 (gouvernement Sarney) et de 2003 (Lula), qui prévoyaient l'installation de millions de familles, sont restés très loin de leurs objectifs
- Il reste encore **beaucoup de demandants de terres**; l'évaluation de cette population est variable :
  - 1985 : 10 640 000 (plan Sarney)
  - 2000 : 6 114 000 (José Graziano)
  - 2001: 2 090 000 (FAO)
- En 2012 le nombre d'occupants était estimé à 200 000 (MST)
- Sous le gouvernement Dilma Rousseff les expropriations ont considérablement baissé (« La réforme agraire est arrêtée »)

# Evolution de la structure foncière au Brésil 1992-2011

Superficie des propriétés foncières enregistrées  
par l'INCRA

Classes de dimension (ha)	1992		2011		Evolution 2011/1992 (%)
	Millions ha	%	Millions ha	%	
< 10	4,4	1,43	8,5	1,45	+ 93,2
10-100	51,9	16,76	92,7	15,70	+ 78,6
100-1000	101,0	32,57	178,8	30,26	+ 77,0
>1000	152,6	49,24	310,6	52,59	+ 103,5
Total	310,0	100	590,7	100	+ 90,5
>100 000	18,7	6,05	75,9	12,85	+ 305,8

# Patrus Ananias de Sousa, nouveau ministre du développement agraire (MDA)



- Maire de Belo horizonte en 1992; député fédéral PT en 2002
- Ministre du développement social et de combat contre la faim de 2004 à 2010. Il fut chargé de mettre en place le programme Bolsa familia



## Petits éleveurs laitiers de l'Etat de Sergipe (Nordeste)



# Petits élevages paysans de l'Etat de Para (Amazonie)





## Paysanne décortiquant des noix sauvages (Etat du Para)



# Habitat et famille paysanne de l'Etat du Para (Amazonie)





# Local syndical des petits paysans d'un village de l'Etat du Para (Amazonie)



# Modernité de l'agriculture paysanne dans l'Etat de Pernambuco : chantier d'ensilage et vente au marché bio de Recife



**Merci pour votre attention**